



UNION SNUI - SUD TRÉSOR

Paris le 9 juin 2008

Les secrétaires généraux de
L'Union SNUI - SUD TRESOR
A Monsieur le Directeur Général
des Finances Publiques
Bâtiment Colbert
139 rue de Bercy
75572 PARIS CEDEX 12

Monsieur le Directeur Général,

Les agents de la Direction Générale des Finances Publiques sont engagés depuis plusieurs semaines dans une action de grèves et manifestations pour exprimer leurs revendications et protestations.

Ils ont exprimé trois revendications principales :

- le retrait de la Loi sur la mobilité, sous tous ses aspects.
- l'arrêt des suppressions d'emplois.
- l'ouverture de négociations dans le cadre de la fusion.

A ce jour ils n'ont eu aucune réponse positive du Ministre sur les deux premiers points, alors que l'organisation du dialogue à la DGFIP ne place en perspective que deux réunions sur l'informatique et les conditions de vie quotidienne, ainsi qu'un calendrier à l'horizon de septembre portant notamment sur les règles de gestion.

L'union SNUI – SUD Trésor considère que de nombreux sujets ne sont pas clos, tels le « passif » concernant l'indemnitaire, les carrières et les reclassements, ainsi que le volume et les modalités des dispositions de l'accompagnement social. Ainsi, et par exemple, le contenu et conditions d'inscription des épreuves de l'examen professionnel de B en A ne sont toujours pas arrêtés.

Nous n'avons pas vu de traduction concrète aux engagements du Ministre concernant l'étude préalable, dans un cadre national, des préfigurations et des conditions de vie au travail.

Il subsiste également des préalables liés aux questions de mobilité avec des urgences DGFIP : DGU, DLU, SIP, périmètres, missions supports, sur lesquels nous posons des principes incontournables : maintien de la résidence, respect des métiers, primauté du choix de l'agent.

Concernant plus particulièrement la mobilité, les affirmations concernant le maintien des missions ainsi que la garantie géographique ne sont pas assorties à ce stade de garanties suffisantes.

Quant aux attentes spécifiques, notamment l'augmentation du montant des indemnités kilométriques, l'Union SNUI – SUD Trésor ne peut se satisfaire de l'absence de réponse.

Autant de revendications régulièrement rappelées, en particulier lors de l'audience du 29 mai, pour lesquelles, l'Union SNUI – SUD Trésor vous demande l'ouverture de négociations sur les sujets spécifiques à la DGFIP et qui n'ont trouvé à ce jour aucun écho de votre part.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre parfaite considération.

Le secrétaire général du SNUI
Laurent GATHIER

La secrétaire générale de SUD Trésor
Dominique CAPITAINE